

CONTRE LE NOUVEAU GOUVERNEMENT, PRÉPARONS LA RIPOSTE !

La semaine dernière, Michel Barnier a été nommé premier ministre. Un nouveau pas de Macron vers l'extrême droite, que Le Pen accueille avec joie, et pour cause ! Barnier a toujours défendu des idées réactionnaires, entre suppression de droits pour les immigrés, retraite à 65 ans, non remboursement de l'IVG.

Les bourgeois préparent leurs offensives

Si le casting précis de tous les ministres n'est pas encore sorti, nous voyons bien que la politique qui se prépare sera contre les intérêts des travailleurs et des opprimés. La majorité de l'Assemblée étant de droite "dure", la nomination de Barnier conforte le RN dans une position "clé" où rien ne pourra se faire sans lui. Macron est un otage bien volontaire : loin de s'opposer à l'extrême droite, il la renforce depuis des années en travaillant main dans la main avec elle, notamment avec la loi immigration dite "Darmanin-Le Pen". Nous savons que rien de bon ne sortira de ce futur gouvernement : mais parler du casting pendant des semaines évite aussi de parler du fond...

Un gouvernement déjà contesté

Samedi dernier, des dizaines de milliers de personnes sont descendues manifester dans la rue pour protester contre ce nouveau gouvernement. Le RN cherche à surfer sur la vague à moindre frais en annonçant qu'il va déposer une motion pour abroger la dernière réforme des retraites. Un bluff bien pratique pour coincer la gauche parlementaire, alors que cette motion n'a aucune chance de passer au Sénat, mais qui permet de donner à l'extrême-droite une caution « sociale » et de principale opposition à Macron.

Rentrée des luttes ou du dialogue social ?

Il y a deux semaines, Geoffroy Roux de Bézieux (ex-patron du MEDEF, syndicat patronal) posait en photo avec Fabien Roussel (PCF) et Bernard Thibault, ancien dirigeant de la CGT. A

la fête de l'Huma ce week-end, Sophie Binet, la dirigeante actuelle de la CGT a animé un débat avec... Patrick Martin, le président du MEDEF ! Et dans une ambiance bienveillante, le patron des patrons allant même jusqu'à se faire applaudir. Soyons clair : qu'il s'agissent des représentants directs du patronat comme le MEDEF, ou leurs chiens de garde que sont les partis bourgeois, aucun débat n'est souhaitable. Des "accords" qui en sortiraient d'en haut ne peuvent se faire que contre les intérêts des exploités, car toute "concession" faite avec le patronat n'est payée que par les travailleurs. Nous n'avons pas besoin de cette collaboration de classe, mais de lutte des classes.

Le 1er octobre sera l'occasion d'afficher notre volonté de nous opposer aux projets réactionnaires du patronat. A condition de ne pas la canaliser dans des impasses institutionnelles.

Sortons des impasses institutionnelles et préparons les luttes !

Pour riposter face aux futures attaques, mais aussi pour gagner de nouveaux droits, nous ne pouvons compter que sur nous même et descendre arracher nos revendications dans la rue, car elles ne tomberont jamais d'en haut. Nous avons toutes les raisons d'être révoltés face à ce système qui ne nous offre aucun avenir. Le gouvernement va continuer sa politique des riches toujours plus riches, exploitant plus travailleurs, précarisant les jeunes, au détriment de la planète et de l'égalité entre toutes et tous. Il n'y a pas de raccourci : pour en finir définitivement avec toutes les politiques antisociales et l'extrême droite, il faudra renverser le capitalisme qui les produit.